

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2018/206331]

**29 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 23 avril 2018
relatif aux prestations familiales**

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 7;

Vu le décret du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales, l'article 9, § 3, alinéa 2, l'article 11, alinéa 2, l'article 22, alinéa 2, l'article 28, § 1^{er}, alinéa 3, l'article 28, § 2, alinéa 2, l'article 36, alinéa 2, l'article 40, alinéa 3, 1^o à 4^o, l'article 41, alinéa 3, l'article 42, alinéa 1^{er}, l'article 45, alinéa 3, l'article 50, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, l'article 50, § 2, alinéa 1^{er}, l'article 51, alinéa 1^{er}, 2^o, l'article 52, l'article 54, alinéa 3, l'article 58, alinéa 3, l'article 59, § 1^{er} et 2, l'article 59, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, et alinéa 2, l'article 62, § 2, alinéa 2, et l'article 110;

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 1952 pris en exécution de l'article 41, alinéa 2, e, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 21 septembre 1953 pris en exécution de l'article 34, dernier alinéa, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1964 fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'État ainsi qu'aux membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des corps de police locale;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins de la marine marchande;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1967 déterminant des mesures de contrôle en cas d'affiliation d'employeurs démissionnaires d'une caisse d'allocations familiales;

Vu l'arrêté royal du 16 février 1968 déterminant les conditions et la période durant laquelle les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui prépare un mémoire de fin d'études supérieures;

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1969 relatif à l'octroi des prestations familiales en faveur de l'enfant handicapé, visé à l'article 56septies des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1969 déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1973 fixant le mode de constatation de l'incapacité de certaines personnes pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 20 mai 1974 portant exécution de l'article 107, par.4, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1975 déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours;

Vu l'arrêté royal du 6 mars 1979 déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1981 portant exécution de l'article 57bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1984 fixant l'obligation de signaler tout changement susceptible de modifier l'octroi ou le paiement des prestations familiales dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1985 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant soumis à l'obligation scolaire à temps partiel;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 5, de la Loi générale relative aux allocations familiales;

Vu l'arrêté royal du 24 juin 1987 fixant les cas dans lesquels l'octroi des allocations familiales est suspendu lorsque l'enfant effectue son service militaire ou son service civil;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 12 novembre 1987 fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 12 novembre 1987 fixant les conditions dans lesquelles les allocations familiales sont octroyées en faveur de l'enfant handicapé, visé à l'article 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1989 portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 4 avril 1991 portant exécution de l'article 3bis de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, fixant les montants qui sont payés à titre d'avance;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 96 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1994 déterminant les conditions d'octroi des prestations familiales du chef des chômeurs;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1997 portant exécution de l'article 71, § 1bis de la Loi générale relative aux allocations familiales;

Vu l'arrêté royal du 24 novembre 1997 portant exécution des articles 3, 7 et 24 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, à l'égard des organismes d'allocations familiales visés aux articles 19, 31, 32 et 33 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif au compte de gestion et à la réserve administrative des caisses d'allocations familiales;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 portant exécution de l'article 42bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, et modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1997 portant exécution de l'article 71, § 1^{er}bis, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 13 mars 2001 portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 2002 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, et modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants;

Vu l'arrêté royal du 2 août 2002 portant exécution de l'article 60, § 1^{er}, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 11 juin 2003 fixant le montant et les modalités d'octroi de l'allocation forfaitaire visée à l'article 70ter des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2005 portant exécution de l'article 69, § 2bis, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2005 portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2006 instituant une majoration des suppléments d'âge visés aux articles 44 et 44bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant exécution de l'article 56, § 2, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 3 août 2007 portant exécution de l'article 50quinquies des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 1958 fixant les journées de chômage assimilées à des journées de travail effectif pour motifs d'état civil, d'obligations civiques et syndicales dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juin 1974 chargeant les inspecteurs et inspecteurs adjoints de l'Inspection sociale du Ministère de la Prévoyance sociale de surveiller l'exécution des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté ministériel du 18 janvier 2000 désignant les fonctionnaires compétents pour statuer sur les demandes de dérogations en matière de prestations familiales;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2001 déterminant les conditions suivant lesquelles les prestations familiales sont octroyées du chef des travailleurs frontaliers;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 2002 relatif à l'utilisation, dans le but d'assurer la transmission des données nécessaires à la fixation des droits aux allocations familiales, des documents, certificats ou brevets, visés à l'article 71, § 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2005 déterminant les conditions suivant lesquelles les allocations familiales sont octroyées du chef de personnes victimes de l'enlèvement de l'enfant;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 13 juillet 2018;

Vu l'avis émis le 20 juin 2018 par le Conseil pour les prestations familiales;

Vu l'avis du Conseil d'État n° 64.018/1/V, donné le 29 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données n° 121/2018, donné le 7 novembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er} - Définitions

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales;

2^o administration : le Ministère de la Communauté germanophone;

3^o arrêté du 28 mars 2003 : l'arrêté royal du 28 mars 2003 portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 88 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

CHAPITRE 2. — Formation et activité lucrative

Section 1^{re}. — Formation

Sous-section 1^{re}. — Dispositions communes

Art. 2 - Octroi de l'allocation familiale de base en raison d'une formation

En vertu de l'article 9, § 3, du décret, l'allocation familiale de base est octroyée à tout enfant qui suit une formation mentionnée dans la présente section.

Art. 3 - Détermination de la période de formation

Pendant les périodes suivantes, un enfant est censé suivre une formation mentionnée dans la présente section :

1^o pour la période où il est inscrit auprès de l'établissement d'enseignement ou de formation pour l'une de ces formations;

2^o pour toute l'année scolaire lorsqu'une inscription à une formation est intervenue au plus tard le 30 novembre de l'année scolaire en question;

3^o pour la période séparant deux années scolaires consécutives si l'enfant reprend une formation après les vacances d'été;

4° pour la période des vacances d'été après la fin de l'année scolaire auprès de l'établissement d'enseignement ou de formation que quitte l'enfant, si celui-ci ne reprend pas de formation après les vacances d'été. Ces vacances sont considérées comme terminées dès que commence l'année scolaire suivante et, au plus tard, cent-vingt jours après le début desdites vacances d'été.

L'enfant qui était inscrit à une formation jusqu'à la fin de l'année scolaire et qui ne peut, pour cause de maladie, s'inscrire pour l'année suivante est réputé inscrit à cette formation jusqu'à la fin des vacances d'été après l'année scolaire suivante.

En présentant un certificat médical, le demandeur atteste du fait que l'enfant ne puisse s'inscrire pour l'année scolaire suivante pour cause de maladie.

Art. 4 - Exclusion du demandeur d'emploi

Une inscription comme demandeur d'emploi implique la présomption réfragable selon laquelle un enfant ne suit plus de formation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une inscription comme demandeur d'emploi pendant les vacances d'été implique la présomption réfragable selon laquelle un enfant ne suit plus de formation.

La présomption peut être renversée par une nouvelle attestation selon laquelle l'enfant continue d'être inscrit auprès d'un établissement d'enseignement ou de formation.

Sous-section 2. — Apprentissage et enseignement à horaire réduit

Art. 5 - Apprentissage et formations y assimilées

Un apprentissage est considéré comme une formation si le contrat ou l'engagement d'apprentissage est agréé et contrôlé :

1° conformément aux dispositions relatives à la formation et la formation continue dans les classes moyennes et les PME;

2° conformément aux dispositions relatives à l'apprentissage industriel;

3° conformément à l'article 19 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés.

Sont assimilés à l'apprentissage mentionné à l'alinéa 1^{er} :

1° l'apprentissage dispensé hors de Belgique dont le programme est reconnu par l'autorité étrangère compétente ou correspond à un programme reconnu par cette autorité;

2° la formation de chef d'entreprise (*Meisterausbildung*) et le stage volontaire de maîtrise (*Meistervolontariat*);

3° la formation de chef d'entreprise (*Ausbildung zum Betriebsleiter*).

Art. 6 - Enseignement à horaire réduit et formations y assimilées

L'enseignement secondaire à horaire réduit dans l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécialisé ainsi qu'une formation agréée mentionnée à l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire sont considérés comme des formations.

L'enseignement dispensé hors de Belgique dont le programme est reconnu par l'autorité étrangère compétente ou correspond à un programme reconnu par cette autorité, est assimilé à l'enseignement mentionné dans l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 3. — École

Art. 7 - Enseignement scolaire

Tout cours dispensé dans un ou plusieurs établissements d'enseignement est considéré comme une formation s'il compte au moins dix-sept heures par semaine. Une période de cours de quarante-cinq minutes au moins compte pour une heure.

Sont assimilés aux heures mentionnées à l'alinéa 1^{er} :

1° les heures passées dans l'établissement d'enseignement pour des exercices pratiques, obligatoirement sous la surveillance d'enseignants;

2° les heures passées dans l'établissement d'enseignement comme heures d'apprentissage, obligatoirement sous surveillance;

3° les stages pour autant qu'ils soient prévus dans le programme d'apprentissage;

4° les heures dispensées dans des établissements d'enseignement hors de Belgique dont le programme est reconnu par l'autorité étrangère compétente ou correspond à un programme reconnu par cette autorité.

Par dérogation au premier alinéa, les cours de formation pour adultes ne sont pas considérés comme une formation.

Sous-section 4. — Haute école

Art. 8 - Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est considéré comme formation si l'enfant est inscrit dans un cycle d'études menant à un diplôme de bachelier, de master ou tout autre diplôme y assimilé reconnu par l'État.

Sont assimilés à l'enseignement supérieur mentionné à l'alinéa 1^{er} :

1° la formation de ministre d'un culte reconnu par l'État;

2° les programmes scientifiques préparant à l'École royale militaire ou à des études d'ingénieur.

Tout cours que l'enfant suit dans le cadre de la rédaction d'une thèse de doctorat n'est pas considéré comme une formation.

Art. 9 - Enseignement supérieur ne menant pas à un diplôme

Par dérogation à l'article 8, tout enseignement supérieur ne menant pas à un diplôme de bachelier, de master ou à tout autre diplôme y assimilé est considéré comme une formation si ledit enseignement auquel l'enfant est inscrit compte au moins dix-sept heures par semaine. Une période de cours de quarante-cinq minutes compte pour une heure.

Les heures de cours suivies dans le cadre de la rédaction d'une thèse de doctorat ne sont pas prises en considération pour calculer les heures mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 5 — Réduction ou cessation de la formation

Art. 10 - Réduction ou cessation de la formation

Un enfant n'est plus considéré comme suivant une formation s'il :

- 1° réduit, au cours de l'année scolaire, son ou ses inscriptions à plusieurs cours à un nombre d'heures inférieur à celui mentionné dans les articles 7 et 9;
- 2° met un terme aux formations mentionnées aux articles 5 à 9 au cours de l'année scolaire pour laquelle il était inscrit.

Section 2. — Activité lucrative

Art. 11 - Période d'activité lucrative

Un enfant est censé exercer, pour l'ensemble du trimestre, une activité lucrative au sens de l'article 11, alinéa 1^{er}, du décret si, pendant au moins vingt-quatre jours de ce trimestre :

- 1° il exerce une activité lucrative dans le cadre d'un contrat de travail;
- 2° il exerce une activité lucrative dans le cadre d'un statut;
- 3° il exerce une activité lucrative en tant qu'indépendant.

Art. 12 - Activités lucratives autorisées

Par dérogation à l'article 11 sont considérées comme autorisées et ne sont pas prises en considération pour calculer le nombre de jours y mentionné les activités suivantes :

- 1° une activité lucrative qu'exerce un enfant dans le cadre d'une des formations mentionnées aux articles 5 à 9;
- 2° un service volontaire d'utilité collective au sens de la loi du 11 avril 2003 instituant un service volontaire d'utilité publique. La solde prévue à l'article 5 de la même loi n'est pas considérée comme gain ou prestation sociale;
- 3° une activité qu'exerce un enfant dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants, tel que défini au Titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
- 4° un volontariat au sens de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires. Les indemnités au sens de l'article 10 de la même loi ne sont pas considérées comme gain ou prestation sociale à condition que ce volontariat ne perde pas son caractère gracieux au sens du même article de la même loi;
- 5° l'engagement volontaire militaire au sens de la loi du 10 janvier 2010 instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire auquel l'enfant souscrit en vertu de l'article 21, alinéa 2, de la loi susmentionnée. Les avantages mentionnés à l'article 50, alinéa 2, de la loi susmentionnée ne sont pas considérés comme gain ou prestation sociale;
- 6° une activité comme indépendant pour laquelle des contributions sociales diminuées sont payées conformément à l'article 12, § 1^{er} et § 2, ainsi qu'à l'article 12bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;
- 7° les activités des pompiers volontaires et des ambulanciers volontaires, non-pompiers, au sens de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile.

Art. 13 - Perception de prestations sociales

Si l'enfant reçoit une prestation sociale en application d'un règlement belge ou étranger en matière de maladie, d'invalidité, d'accidents du travail, de maladies professionnelles ou de chômage ou une allocation d'interruption de la carrière mentionnée au chapitre IV, section 5, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, il est censé exercer une activité lucrative pour le mois auquel se rapporte cette prestation ou allocation, sauf si ladite prestation ou allocation a été liquidée sur la base d'une activité autorisée mentionnée à l'article 12.

CHAPITRE 3. — Enfants handicapés

Art. 14 - Constatation du handicap et classement en catégories

Le handicap est constaté sur la base des dispositions de l'arrêté royal du 28 mars 2003.

Pour l'application de l'article 21 du décret, le classement dans les catégories y mentionnées s'opère comme suit :

- 1° catégorie 1 lorsque le nombre de points mentionné à l'article 8, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 est atteint;
- 2° catégorie 2 lorsque le nombre de points mentionné à l'article 8, § 2, alinéa 2, premier tiret, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 est atteint;
- 3° catégorie 3 lorsque le nombre de points mentionné à l'article 8, § 2, alinéa 2, deuxième tiret, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 est atteint;
- 4° catégorie 4 lorsque le nombre de points mentionné à l'article 8, § 2, alinéa 2, troisième tiret, et à l'article 8, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 est atteint;
- 5° catégorie 5 lorsque le nombre de points mentionné à l'article 8, § 2, alinéa 2, quatrième tiret, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 est atteint;
- 6° catégorie 6 lorsque le nombre de points mentionné à l'article 8, § 2, alinéa 2, cinquième tiret, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 est atteint;
- 7° catégorie 7 lorsque le nombre de points mentionné à l'article 8, § 2, alinéa 2, sixième tiret, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 est atteint.

CHAPITRE 4. — Enfants placés

Art. 15 - Autorités

Les enfants mentionnés à l'article 28, § 2, du décret peuvent être placés dans une institution soit sur décision, soit à charge des autorités publiques suivantes :

- 1° les juges et tribunaux chargés de l'application de la réglementation relative à la protection de la jeunesse ou à l'aide à la jeunesse;
- 2° le service de l'aide à la jeunesse mentionné à l'article 8 du décret du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la Jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse;
- 3° la Communauté germanophone et ses autorités qui ne relèvent pas du 2°;
- 4° les centres publics d'action sociale.

Les autorités étrangères ou d'autres entités sont assimilées aux autorités mentionnées au premier alinéa si elles remplissent des missions équivalentes.

Art. 16 - Placement

§ 1^{er} - Pour l'application de l'article 28, § 2, du décret, un enfant est considéré placé lorsqu'il se trouve dans une institution, sous la responsabilité et la surveillance de cette dernière, pour y être éduqué ou entretenu.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un enfant est aussi considéré placé si :

1° il s'agit d'un enfant mineur d'âge;

2° une autorité ou une institution reconnue est chargée de surveiller ou d'encadrer l'enfant sur la base d'une disposition fédérale ou communautaire en matière de protection de la jeunesse ou d'aide à la jeunesse.

§ 2 - Un enfant est considéré placé à charge d'une autorité si celle-ci participe aux frais d'entretien de cet enfant.

Art. 17 - Institution

Pour l'application de l'article 28, § 2, du décret, toute personne morale au sein de laquelle des enfants sont placés conformément à l'article 16 est considérée comme une institution.

CHAPITRE 5. — *Allocataires*

Art. 18 - Personne qui élève effectivement l'enfant

Pour l'application de l'article 28, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, la preuve du contraire peut être apportée par tous les éléments juridiques ou factuels permettant de conclure que le demandeur supporte plus de la moitié des frais d'entretien. Ces éléments doivent être introduits auprès de l'administration.

Art. 19 - Allocataire de la prime d'adoption

Pour l'application de l'article 36, alinéa 1^{er}, 2°, du décret, les adoptants communiquent leur choix à l'administration au moment de la demande des prestations familiales prévue à l'article 25. Ils peuvent modifier leur choix selon la même démarche.

CHAPITRE 6. — *Procédure d'octroi et de recouvrement**Section 1^{re}. — Dispositions communes*

Art. 20 - Traitement des données à caractère personnel

L'administration traite les données à caractère personnel nécessaires à l'examen des demandes de prestations familiales.

Art. 21 - Formulaire de demande

§ 1^{er} - Outre les données auxquelles l'administration a accès dans le respect des obligations applicables en matière de protection des données, elle peut notamment consulter les informations énumérées au présent article, récoltées au moyen de formulaires de demande.

§ 2 - À l'aide du formulaire de demande d'allocations familiales, les informations suivantes concernant le demandeur, l'enfant, l'allocataire, l'assuré social, le parent, la personne qui élève effectivement l'enfant, le membre du ménage et le membre de la famille peuvent être récoltées :

1° nom, prénom, numéro de registre national, numéro d'identification à la sécurité sociale, date de naissance, date de décès ou date de la déclaration d'absence, sexe, nationalité, domicile, état civil, numéro de téléphone et adresse électronique;

2° composition de ménage, situation familiale et relation avec l'enfant, majorité;

3° données relatives à la formation;

4° données concernant le droit à une intervention majorée de l'assurance soins de santé;

5° données relatives à la situation socioprofessionnelle;

6° données relatives à l'existence de droit aux allocations familiales à l'étranger;

7° numéro de compte et coordonnées bancaires ainsi que l'autorisation pour l'administration de vérifier l'identité du titulaire du compte;

8° attestation prouvant que l'enfant n'a pas droit aux prestations familiales dans le pays où il est domicilié s'il habite à l'étranger.

§ 3 - Le formulaire pour la prime de naissance peut contenir les informations suivantes concernant le demandeur, l'enfant et le parent :

1° les informations énumérées au § 2;

2° les informations relatives à la date de naissance prévue.

§ 4 - Le formulaire pour la prime d'adoption peut contenir les informations suivantes concernant le demandeur, l'enfant et les adoptants :

1° les informations énumérées au § 2;

2° des documents qui expriment la volonté de l'adoptant ou de son conjoint d'adopter l'enfant.

Art. 22 - Traitement des données judiciaires

L'administration traite les jugements concernant le demandeur, l'enfant, l'allocataire, l'assuré social, le parent, la personne qui élève effectivement l'enfant, le membre du ménage et le membre de la famille, prononcés en vertu soit de l'article 55 du décret, soit des articles 572bis, 580 et 594 du Code judiciaire, ainsi que tous les jugements qui peuvent avoir une influence sur le droit, le montant et l'allocataire des prestations familiales.

Sauf pour les jugements auxquels la Communauté germanophone est elle-même partie prenante, l'administration ne traite pas les données judiciaires relatives à des infractions ou des condamnations pénales.

Art. 23 - Conservation des données

Sans préjudice d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires prévoyant, le cas échéant, un délai de conservation plus long, les données mentionnées à l'article 21 sont conservées comme suit :

1° pour un enfant qui n'a jamais eu droit au paiement d'une prestation familiale, pendant cinq ans à compter de la fin du mois au cours duquel la demande de prestations familiales a été introduite;

2° pour un enfant qui a eu droit au paiement d'une prestation familiale, pendant cinq ans à compter de la fin du mois au cours duquel le dernier droit a existé, sauf si certaines données sont nécessaires à l'examen du droit d'un autre enfant;

3° pour un enfant qui fait l'objet d'une procédure administrative ou judiciaire, pendant cinq ans à compter de la fin du mois au cours duquel ladite procédure a pris fin.

Section 2. — Demandes

Art. 24 - Examen d'office

Compte tenu de l'article 30, il est matériellement possible de liquider les prestations familiales si l'administration dispose, après la survenance d'un événement qui a ouvert le droit aux prestations familiales, de toutes les informations nécessaires qui permettent de conclure que le demandeur remplit toutes les conditions pour pouvoir bénéficier de ces prestations.

Art. 25 - Examen sur demande

Sans préjudice de la possibilité d'examiner d'office le droit conformément à l'article 24, l'administration analyse ledit droit aussi sur demande. Celle-ci s'effectue à l'aide d'un formulaire par lequel les données énumérées à l'article 21 peuvent être récoltées.

Section 3. — Décisions

Art. 26 - Délais de notification

En application de l'article 45, alinéa 3, 1^o, du décret et sans préjudice de l'article 27, l'administration fait connaître aux intéressés toute décision les concernant, et ce, dans un délai de deux semaines à compter de la prise de décision et au plus tard au moment de son exécution.

Art. 27 - Dispense de notification

En application de l'article 45, alinéa 3, 2^o, du décret, aucune notification n'est requise dans les cas suivants :

1^o lors de la prise d'une décision favorable accordant une prestation familiale;

2^o lors de l'arrêt d'un paiement provisoire prévu dans la section 6.

Art. 28 - Notification par recommandé

En application de l'article 45, alinéa 3, 3^o, du décret, toute décision réclamant le recouvrement d'une prestation familiale liquidée indûment est notifiée par recommandé.

Si le bénéficiaire ne retire pas le recommandé mentionné à l'alinéa 1^{er}, l'administration lui notifie la décision par simple lettre. Cette lettre contient la date du recommandé mentionné à l'alinéa 1^{er}. La date du recommandé vaut date de référence pour tous les délais et conséquences juridiques découlant de la demande de remboursement.

Par dérogation au premier alinéa, la récupération de tout montant indu qui ne dépasse pas cinquante euros n'est pas notifiée par recommandé.

Section 4. — Informations à fournir par l'administration ou le demandeur

Art. 29 - Informations à fournir par l'administration

Pour l'application de l'article 41 du décret, l'administration fournit au demandeur les informations utiles suivantes :

1^o les conditions d'octroi de la prestation familiale demandée;

2^o les conditions de maintien de l'octroi de la prestation familiale;

3^o les éléments pris en considération pour calculer le montant de la prestation familiale;

4^o les informations mentionnées dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ainsi que dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'administration fournit, de sa propre initiative, ces informations au demandeur au moment de la demande.

À chaque ouverture du droit à une prestation familiale, l'administration communique d'office au demandeur quelles informations il doit lui fournir conformément à l'article 30 en vue d'un traitement correct de la demande de prestations familiales.

Art. 30 - Informations à fournir par le demandeur

Le demandeur informe immédiatement l'administration de tout élément qui pourrait entraîner une modification en ce qui concerne l'octroi ou le paiement d'une prestation familiale, à l'exception de l'entrée en vigueur d'une disposition légale, décrétole ou réglementaire pouvant les concerner.

Section 5. — Liquidation

Art. 31 - Moment de la liquidation

Sans préjudice de l'article 44 du décret, les prestations familiales sont payées le huitième jour du mois qui suit celui auquel elles se rapportent.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 1^{er}, une liquidation est considérée comme tardive au sens de l'article 52 du décret si elle n'est pas effectuée dans le courant du mois suivant celui auquel elle se rapporte.

Art. 32 - Liquidation sur une carte de paiement

En application de l'article 50, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, les prestations familiales peuvent être payées sur une carte de paiement que l'administration remet au demandeur et avec laquelle peuvent être effectuées des opérations par carte de débit au sens du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte.

Section 6. — Liquidation provisoire

Art. 33 - Dispositions communes

Dans le respect de la législation de l'Union européenne applicable aux prestations familiales, l'administration peut - dans les cas mentionnés dans la présente section et conformément aux modalités y fixées - liquider provisoirement les prestations familiales aux enfants domiciliés en région de langue allemande.

Art. 34 - Situation socioprofessionnelle

Si des informations relatives à la situation socioprofessionnelle d'une personne qui doit être prise en considération pour l'application de la législation de l'Union européenne en matière de prestations familiales, manquent ou sont incomplètes pour un mois, l'administration peut continuer à payer lesdites prestations familiales jusqu'à la fin du trimestre qui suit celui du mois concerné.

Art. 35 - Poursuite de la liquidation provisoire après demande d'attestations ou de formulaires périodiques

Pour le mois au cours duquel l'administration a demandé une attestation ou un formulaire périodique confirmant le droit aux prestations familiales ainsi que pour le mois précédent et le suivant, elle continue à liquider les prestations familiales correspondantes.

Section 7. — Modalités de liquidation spécifiques

Art. 36 - Liquidation anticipée de la prime de naissance

Le demandeur qui fait usage de la possibilité d'une liquidation anticipée de la prime de naissance, telle que mentionnée à l'article 51, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, joint au formulaire de demande mentionné à l'article 25 un certificat médical mentionnant la date présumée de la naissance et établi au plus quatre mois avant cette date.

Section 8. — Décompte de prestations familiales étrangères

Art. 37 - Personnel assimilé aux fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne

Pour l'application de l'article 54, alinéa 3, 2^o, du décret sont assimilées aux dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne les dispositions suivantes :

1^o les dispositions statutaires applicables au personnel enseignant des Écoles européennes;

2^o les dispositions statutaires applicables au personnel permanent d'Eurocontrol.

Art. 38 - Différence des prestations familiales qui doit être versée à titre de provision

Pour l'application de l'article 54, alinéa 3, 1^o, du décret, l'administration liquide, à titre de provision, la différence entre le montant auquel l'enfant a droit en vertu du décret et le montant auquel l'enfant est susceptible d'avoir droit en vertu de la législation étrangère en matière de prestations familiales, si le droit en vertu du décret est supérieur.

L'administration détermine cette différence à l'aide des documents à sa disposition qui donnent des explications concernant le droit attendu aux prestations familiales étrangères et les prestations familiales à payer en vertu du décret. Pour ce faire, le demandeur communique à l'administration toutes les informations qu'il juge utiles aux fins d'expliquer le droit aux prestations familiales étrangères et leurs montants.

Si, au moment de la liquidation d'une prestation familiale, l'administration ne dispose pas d'informations suffisantes sur le droit attendu aux prestations familiales étrangères pour lui permettre de déterminer la différence probable, elle réduit cette différence à titre de provision à zéro euro.

Section 9. — Procédure de recouvrement

Art. 39 - Recouvrement extrajudiciaire

§ 1^{er} - Sans préjudice de l'article 49 du décret et de l'article 25 du décret du 25 mai 2009 relatif au règlement budgétaire de la Communauté germanophone, si l'administration constate que les prestations familiales ont été indûment liquidées, elle prend une décision quant au recouvrement du montant correspondant.

§ 2 - Le montant indu, notifié au bénéficiaire conformément à l'article 28, est retenu sur les prestations familiales dues audit bénéficiaire concerné.

§ 3 - Si aucune autre prestation n'est due au bénéficiaire concerné et que le recouvrement par retenue conformément au § 2 n'est pas possible, l'administration demande au bénéficiaire de rembourser intégralement le montant indu dans les trente jours suivant la notification. Cette décision peut être notifiée conjointement à celle mentionnée dans le § 1^{er}.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire peut, dans un délai de trente jours à compter de la notification mentionnée à l'alinéa 1^{er}, demander par écrit à l'administration de procéder au remboursement par paiements échelonnés. La demande du bénéficiaire interrompt le délai de remboursement intégral mentionné à l'alinéa 1^{er}, et ce, jusqu'au commencement du nouveau délai au sens de l'alinéa 5.

L'administration accepte la demande si le montant indu ne résulte pas d'une fraude, d'un dol, de manœuvres frauduleuses ou d'un manquement, dans le chef du demandeur, tel que mentionné à l'article 48, alinéa 3, du décret. Dans ce cas, l'administration propose au bénéficiaire un plan de remboursements par tranches.

Le plan de remboursement établi en application de l'alinéa 3 est notifié au bénéficiaire dans un délai de trente jours à compter de la transmission de sa demande. À défaut d'une notification dans ce délai, la demande de remboursement par paiements échelonnés est censée être rejetée. La demande est également réputée rejetée si le bénéficiaire n'accepte pas la proposition de l'administration dans les quinze jours suivant la notification de celle-ci.

Le nouveau délai de remboursement intégral commence à courir si :

1^o l'administration n'accepte pas la demande mentionnée dans l'alinéa 2;

2^o le plan de remboursement est réputé rejeté;

3^o le bénéficiaire ne respecte pas le plan de remboursements par tranche mentionné dans l'alinéa 4.

§ 4 - Au terme du remboursement de la dette, l'administration transmet au bénéficiaire une attestation dont il ressort que les montants indus ont été intégralement remboursés.

Art. 40 - Recouvrement judiciaire

Sans préjudice de l'article 25 du décret du 25 mai 2009 relatif au règlement budgétaire de la Communauté germanophone et si elle constate qu'elle ne pourra pas recouvrer par voie extrajudiciaire les montants indus, l'administration entame, après l'invitation à payer lesdits montants en application de l'article 39, § 3, alinéa 1^{er}, ou en cas de non-respect des conditions du plan de remboursement par tranches mentionné à l'article 39, § 3, alinéa 4, une procédure de remboursement des montants indus en vertu de l'article 580, 8^o, b), du Code judiciaire.

Art. 41 - Non-recouvrement dans le cas de répétitions incertaines ou trop onéreuses

§ 1^{er} - Le Gouvernement peut renoncer au recouvrement judiciaire des montants indus mentionné à l'article 40 et les déclarer comme étant non recouvrables si ceux-ci n'excèdent pas 800 euros.

À condition que le recouvrement de montants indus ne puisse se faire par le biais d'une retenue sur des prestations encore dues et que la dette qui en résulte n'excède pas 30 euros, le Gouvernement peut renoncer au recouvrement extrajudiciaire mentionné à l'article 39 et déclarer les montants comme étant non recouvrables.

§ 2 - Le Gouvernement peut renoncer au recouvrement par voie d'exécution forcée des montants indus et les déclarer comme étant non recouvrables si ceux-ci n'excèdent pas 800 euros.

Si le montant total dû est inférieur à 800 euros, le Gouvernement peut également renoncer à assigner en admission le curateur de la faillite de leur débiteur.

§ 3 - Le Gouvernement peut renoncer à tout recouvrement des montants indus par le biais de poursuites judiciaires ou par voie d'exécution forcée et déclarer les montants correspondants comme étant non recouvrables si le débiteur est domicilié à l'étranger et qu'il ne possède aucun bien saisissable en Belgique.

§ 4 - Le Gouvernement peut renoncer à tout recouvrement par voie d'exécution forcée et déclarer les montants comme étant non recouvrables, si la totalité de la valeur des biens saisissables semble insuffisante pour couvrir les frais nécessaires à la poursuite de la procédure.

Art. 42 - Non-recouvrement pour des raisons sociales

§ 1^{er} - Dans le cas mentionné à l'article 59, § 3, du décret, le Gouvernement peut, en fonction du revenu du ménage disponible, renoncer au recouvrement des montants indus et les déclarer comme étant non recouvrables. Par revenu du ménage disponible, il faut entendre tout montant de quelque nature que ce soit dont le demandeur, son conjoint ainsi que la personne avec laquelle il a fait une déclaration de cohabitation légale dispose. Sont exclues de ce montant les prestations familiales perçues par les personnes susmentionnées.

Si, en application de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement renonce au recouvrement des montants indus et les déclare comme étant non recouvrables, les plafonds suivants s'appliquent :

1^o cent pour cent du montant dû si le revenu disponible du demandeur n'excède pas le montant fixé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 3, du Code judiciaire;

2^o nonante pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent-trois pour cent du montant fixé au 1^o;

3^o quatre-vingts pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent-six pour cent du montant fixé au 1^o;

4^o septante pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent-neuf pour cent du montant fixé au 1^o;

5^o soixante pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent-douze pour cent du montant fixé au 1^o;

6^o cinquante pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent-quinze pour cent du montant fixé au 1^o;

7^o quarante pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent dix-huit pour cent du montant fixé au 1^o;

8^o trente pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent-vingt-et-un pour cent du montant fixé au 1^o;

9^o vingt pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas cent-vingt-quatre pour cent du montant fixé au 1^o;

10^o dix pour cent du montant dû si le revenu disponible n'excède pas le montant fixé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Si le revenu disponible excède le montant fixé à l'alinéa 2, 10^o, le Gouvernement ne peut plus renoncer au recouvrement en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Si les montants calculés en application de l'alinéa 2 se terminent par une fraction d'euro, celle-ci est arrondie à l'euro supérieur ou inférieur selon que cette fraction atteint ou non 0,5.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, le revenu disponible du ménage est diminué du montant prévu à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 4, du Code judiciaire pour chaque enfant ayant droit à des allocations familiales pour lequel le demandeur reçoit des allocations familiales.

Afin de déterminer le revenu disponible, la situation du ménage au moment de la demande de renonciation au recouvrement est prise en compte.

§ 2 - En application de l'article 59, § 3, alinéa 2, du décret, le Gouvernement peut renoncer au recouvrement des montants indus et les déclarer non recouvrables si le demandeur se trouve dans une situation financière particulièrement précaire.

§ 3 - Aux fins du présent article, le demandeur transmet au Gouvernement tout document utile au calcul du revenu du ménage disponible.

Toute situation financière particulièrement précaire est contrôlée, avec l'accord préalable du demandeur, dans le cadre d'une visite au domicile de ce dernier menée par l'inspecteur mentionné à l'article 67 du décret, sauf s'il ressort des documents mentionnés à l'alinéa 1^{er} que le revenu du ménage disponible excède les montants fixés au § 1^{er}, alinéa 2, et que le demandeur ne se trouve pas dans une situation financière particulièrement précaire.

Le refus du demandeur de produire les documents nécessaires à l'application du présent article ou de donner accès à son domicile à l'inspecteur est considéré comme un retrait de la demande de renonciation au recouvrement.

§ 4 - Le Gouvernement statue sur le non-recouvrement dans le délai prévu à l'article 44 du décret.

§ 5 - Les mesures de recouvrement par voie d'exécution forcée sont suspendues dès que le demandeur introduit une demande de renonciation au recouvrement. Elles reprennent à partir de la date à laquelle la décision quant à la demande a été prise.

Art. 43 - Évolution des plafonds

Les montants énumérés à l'article 41 sont alignés conformément aux modalités de l'article 38 du décret. Si les montants ainsi obtenus se terminent par une fraction d'euro, celle-ci est arrondie à l'euro supérieur ou inférieur selon que cette fraction atteint ou non 0,5.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 44 - Disposition modificative

L'article 77, 2^o, de l'arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins de la marine marchande, modifié par l'arrêté du 30 décembre 1985, est abrogé.

Art. 45 - Disposition modificative

L'article 7 de l'arrêté royal du 11 mars 2002 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, et modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, est abrogé.

Art. 46 - Disposition abrogatoire

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 22 janvier 1952 pris en exécution de l'article 41, alinéa 2, e, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

2° l'arrêté royal du 21 septembre 1953 pris en exécution de l'article 34, dernier alinéa, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

3° l'arrêté royal du 10 mars 1964 fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 12 novembre 1987;

4° l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'État ainsi qu'aux membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des corps de police locale, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 15 juillet 2013;

5° l'arrêté royal du 19 décembre 1967 déterminant des mesures de contrôle en cas d'affiliation d'employeurs démissionnaires d'une caisse d'allocations familiales;

6° l'arrêté royal du 16 février 1968 déterminant les conditions et la période durant laquelle les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui prépare un mémoire de fin d'études supérieures, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 10 août 2005;

7° l'arrêté royal du 4 juillet 1969 relatif à l'octroi des prestations familiales en faveur de l'enfant handicapé, visé à l'article 56septies des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 3 mai 1991;

8° l'arrêté royal du 19 août 1969 déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 10 août 2005;

9° l'arrêté royal du 18 décembre 1973 fixant le mode de constatation de l'incapacité de certaines personnes pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 3 juillet 1991;

10° l'arrêté royal du 20 mai 1974 portant exécution de l'article 107, par.4, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

11° l'arrêté royal du 30 décembre 1975 déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 10 août 2005;

12° l'arrêté royal du 6 mars 1979 déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 mai 2005;

13° l'arrêté royal du 8 juillet 1981 portant exécution de l'article 57bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté du 23 mai 1990;

14° l'arrêté royal du 12 avril 1984 fixant l'obligation de signaler tout changement susceptible de modifier l'octroi ou le paiement des prestations familiales dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté du 17 décembre 1992;

15° l'arrêté royal du 12 août 1985 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 9 juin 1995;

16° l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 5, de la Loi générale relative aux allocations familiales, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 mai 2014;

17° l'arrêté royal du 24 juin 1987 fixant les cas dans lesquels l'octroi des allocations familiales est suspendu lorsque l'enfant effectue son service militaire ou son service civil;

18° l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 4 mai 2017;

19° l'arrêté royal du 12 novembre 1987 fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté du 3 mai 1991;

20° l'arrêté royal du 12 novembre 1987 fixant les conditions dans lesquelles les allocations familiales sont octroyées en faveur de l'enfant handicapé, visé à l'article 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté du 3 mai 1991;

21° l'arrêté royal du 12 juin 1989 portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 10 juin 2001;

22° l'arrêté royal du 4 avril 1991 portant exécution de l'article 3bis de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, fixant les montants qui sont payés à titre d'avance, modifié par l'arrêté du 18 décembre 1996;

23° l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 96 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 9 février 2010;

24° l'arrêté royal du 25 février 1994 déterminant les conditions d'octroi des prestations familiales du chef des chômeurs, modifié par l'arrêté du 29 mars 2012;

25° l'arrêté royal du 25 avril 1997 portant exécution de l'article 71, § 1bis de la Loi générale relative aux allocations familiales, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 mai 2014;

26° l'arrêté royal du 24 novembre 1997 portant exécution des articles 3, 7 et 24 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, à l'égard des organismes d'allocations familiales visés aux articles 19, 31, 32 et 33 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté du 28 avril 2009;

27° l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif au compte de gestion et à la réserve administrative des caisses d'allocations familiales, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 mai 2014;

28° l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 portant exécution de l'article 42bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, et modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1997 portant exécution de l'article 71, § 1^{er}bis, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté du 11 janvier 2007;

29° l'arrêté royal du 13 mars 2001 portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté du 29 janvier 2013;

30° l'arrêté royal du 2 août 2002 portant exécution de l'article 60, § 1^{er}, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

31° l'arrêté royal du 11 juin 2003 fixant le montant et les modalités d'octroi de l'allocation forfaitaire visée à l'article 70^{ter} des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

32° l'arrêté royal du 19 avril 2005 portant exécution de l'article 69, § 2^{bis}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

33° l'arrêté royal du 19 avril 2005 portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

34° l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 mai 2014;

35° l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant exécution de l'article 56, § 2, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

36° l'arrêté royal du 3 août 2007 portant exécution de l'article 50^{quinquies} des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

37° l'arrêté ministériel du 26 mai 1958 fixant les journées de chômage assimilées à des journées de travail effectif pour motifs d'état civil, d'obligations civiques et syndicales dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté ministériel du 29 juin 1978;

38° l'arrêté ministériel du 12 juin 1974 chargeant les inspecteurs et inspecteurs adjoints de l'Inspection sociale du Ministère de la Prévoyance sociale de surveiller l'exécution des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

39° l'arrêté ministériel du 18 janvier 2000 désignant les fonctionnaires compétents pour statuer sur les demandes de dérogations en matière de prestations familiales;

40° l'arrêté ministériel du 15 mars 2001 déterminant les conditions suivant lesquelles les prestations familiales sont octroyées du chef des travailleurs frontaliers, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 2013;

41° l'arrêté ministériel du 26 juin 2002 relatif à l'utilisation, dans le but d'assurer la transmission des données nécessaires à la fixation des droits aux allocations familiales, des documents, certificats ou brevets, visés à l'article 71, § 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

42° l'arrêté ministériel du 19 avril 2005 déterminant les conditions suivant lesquelles les allocations familiales sont octroyées du chef de personnes victimes de l'enlèvement de l'enfant.

Art. 47 - Entrée en vigueur

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 48 - Exécution

Le Ministre compétent en matière de Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 29 novembre 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
O. PAASCH

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,
A. ANTONIADIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2018/206331]

29 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Regering tot uitvoering van het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; artikel 20;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 7;

Gelet op het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen, artikel 9, § 3, tweede lid, artikel 11, tweede lid, artikel 22, tweede lid, artikel 28, § 1, derde lid, artikel 28, § 2, tweede lid, artikel 36, tweede lid, artikel 40, derde lid, 1^o tot 4^o, artikel 41, derde lid, artikel 42, eerste lid, artikel 45, derde lid, artikel 50, § 1, tweede en derde lid, artikel 50, § 2, eerste lid, artikel 51, eerste lid, 2^o, artikel 52, artikel 54, derde lid, artikel 58, derde lid, artikel 59, § 1 tot 2, artikel 59, § 3, eerste lid, 3^o, en tweede lid, artikel 62, § 2, tweede lid, en artikel 110;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 1952 ter uitvoering van artikel 41, Lid 2, E, van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 september 1953 genomen ter uitvoering van artikel 34, laatste lid, van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1964 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan een mindervalide kind moet voldoen om de kinderbijslag te genieten bij toepassing van artikel 47 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel alsmede voor de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de korpsen van de lokale politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1965 betreffende de Pool van de zeelieden ter koopvaardij;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1967 tot bepaling van maatregelen van toezicht bij aansluiting van werkgevers die ontslag nemen bij een kinderbijslagfonds;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 1968 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder en van de periode gedurende welke kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat een verhandeling bij het einde van hogere studien voorbereidt;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juli 1969 betreffende de toekenning van gezinsbijslag ten behoeve van het gehandicapte kind bedoeld bij artikel 56septies van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1969 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat een stage maakt om in een ambt te kunnen worden benoemd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1973 tot bepaling van de wijze waarop de ongeschiktheid van sommige personen wordt vastgesteld voor de toepassing van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 mei 1974 tot uitvoering van artikel 107, par. 4, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1981 tot uitvoering van artikel 57bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1984 tot vaststelling van de verplichting om elke wijziging die de toekenning of de betaling van de gezinsbijslag in de kinderbijslagregeling voor werknemers kan beïnvloeden, mede te delen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend voor het kind dat onderworpen is aan de deeltijdse leerplicht;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 5, van de Algemene kinderbijslagwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juni 1987 tot bepaling van de gevallen waarin de toekenning van de kinderbijslag wordt geschorst als het kind zijn legerdienst of burgerdienst vervult;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de Algemene kinderbijslagwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 november 1987 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het gehandicapte kind, bedoeld in artikel 47 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 november 1987 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het gehandicapte kind, bedoeld in artikel 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1989 tot uitvoering van artikel 71, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 april 1991 tot uitvoering van artikel 3bis van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, houdende vaststelling van bedragen die bij wijze van voorschot worden betaald;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1991 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 96 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1994 tot bepaling van de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslag in hoofde van de werklozen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1997 tot uitvoering van artikel 71, § 1bis, van de Algemene kinderbijslagwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 november 1997 ter uitvoering van de artikelen 3, 7 en 24 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde voor de kinderbijslaginstellingen bedoeld in de artikelen 19, 31, 32 en 33 van de samen geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de beheersrekening en de administratieve reserve van de kinderbijslagfondsen;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 2000 tot uitvoering van artikel 42bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1997 tot uitvoering van artikel 71, § 1bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 2001 tot uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 2002 tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot uitvoering van artikel 60, § 1, derde lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juni 2003 tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de forfaitaire bijslag bedoeld in artikel 70ter van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2005 tot uitvoering van artikel 69, § 2bis, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2005 tot uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot verhoging van de leeftijdstoelagen bedoeld in de artikelen 44 en 44bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot uitvoering van artikel 56, § 2, derde lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 2007 tot uitvoering van artikel 50quinquies van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 mei 1958 tot vaststelling der dagen van werkloosheid welke, in het stelsel van de kinderbijslag voor loonarbeiders, met werkelijk volbrachte arbeidsdagen worden gelijkgesteld om redenen van burgerlijke stand, van burgerschap- of syndikale verplichtingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juni 1974 waarbij de inspecteurs en de adjunct-inspecteurs van de Sociale Inspectie van het Ministerie van Sociale Voorzorg belast worden met het toezicht over de uitvoering van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 januari 2000 tot aanwijzing van de ambtenaren die bevoegd zijn om te beslissen over de aanvragen om afwijkingen inzake gezinsbijslag;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2001 tot bepaling van de voorwaarden waaronder gezinsbijslag wordt toegekend uit hoofde van grensarbeiders;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 juni 2002 betreffende het gebruik, met het oog op de overdracht van gegevens nodig voor de vaststelling van de rechten op kinderbijslag, van de documenten, certificaten of brevetten, bedoeld in artikel 71, § 3, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 april 2005 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt toegekend uit hoofde van personen die slachtoffer zijn van de ontvoering van het kind;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 11 juli 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 13 juli 2018;

Gelet op het advies van de Raad voor Gezinsbijlagen, gegeven op 20 juni 2018;

Gelet op advies 64.018/1/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 121/2018 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 7 november 2018;

Op de voordracht van de Minister van Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1 - Definities

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijlagen;

2° administratie: het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap;

3° besluit van 28 maart 2003: het koninklijk besluit van 28 maart 2003 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 88 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

HOOFDSTUK 2. — OPLEIDING EN BEROEPSACTIVITEIT

Afdeling 1 — Opleiding

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 2 - Toekenning van de basiskinderbijslag op basis van een opleiding

Op basis van artikel 9, § 3, van het decreet wordt de basiskinderbijslag toegekend aan elk kind dat een opleiding bedoeld in deze afdeling volgt.

Art. 3 - Bepaling van de opleidingsperiode

Tijdens de volgende perioden wordt een kind geacht een in deze afdeling vermelde opleiding te volgen:

1° tijdens de periode waarin het voor één van die opleidingen ingeschreven is bij een onderwijs- of opleidingsinstelling;

2° tijdens het hele schooljaar, wanneer het uiterlijk op 30 november van het schooljaar in kwestie voor een opleiding ingeschreven is;

3° tijdens de periode tussen twee opeenvolgende schooljaren, wanneer het kind na de zomervakantie opnieuw een opleiding volgt;

4° tijdens de zomervakantie na beëindiging van het schooljaar aan de onderwijs- of opleidingsinstelling die het kind verlaat, wanneer het kind na de zomervakantie geen opleiding meer volgt. De zomervakantie wordt geacht voorbij te zijn, zodra het volgende schooljaar begint en uiterlijk 120 dagen na het begin van die vakantie.

Het kind dat tot het einde van een schooljaar voor een opleiding ingeschreven was en zich wegens ziekte niet kan laten inschrijven voor het volgende schooljaar, wordt tot het einde van de zomervakantie na dat volgende schooljaar geacht een opleiding te volgen.

Het feit dat het kind zich wegens ziekte niet voor het volgende schooljaar kan laten inschrijven, bewijst de aanvrager met een geneeskundig getuigschrift.

Art. 4 - Uitsluiting van de werkzoekende

Een inschrijving als werkzoekende leidt tot het weerlegbare vermoeden dat een kind geen opleiding meer volgt.

In afwijking van het eerste lid leidt een inschrijving als werkzoekende tijdens de zomervakantie tot het weerlegbare vermoeden dat een kind na het einde van de zomervakantie geen opleiding meer volgt.

Het vermoeden kan weerlegd worden door een nieuw bewijs dat het kind nog altijd in een onderwijs- of opleidingsinstelling ingeschreven is.

Onderafdeling 2. — Leertijd en deeltijds onderwijs

Art. 5 - Leertijd en daarmee gelijkgestelde opleidingen

Een leertijd wordt beschouwd als een opleiding, als de desbetreffende leerovereenkomst of de desbetreffende leerverbintenis erkend en gecontroleerd wordt:

1° overeenkomstig de bepalingen inzake opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand en in kleine en middelgrote ondernemingen;

2° overeenkomstig de bepalingen betreffende het industrieel leerlingwezen;

3° overeenkomstig artikel 19 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden.

De leertijden vermeld in het eerste lid worden gelijkgesteld met:

1° de leertijden buiten België waarvan het programma erkend is door de bevoegde buitenlandse autoriteit of overeenstemt met een door die autoriteit erkend programma;

2° de opleiding tot ondernemingshoofd ("Meisterausbildung") en de meesterschapsstage ("Meistervolontariat");

3° de opleiding tot ondernemingshoofd ("Ausbildung zum Betriebsleiter").

Art. 6 - Deeltijds onderwijs en daarmee gelijkgestelde opleidingen

Deeltijds secundair onderwijs in het gewoon onderwijs, onderwijs in het gespecialiseerd onderwijs, alsook een 'erkende vorming' vermeld in artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht worden beschouwd als opleiding.

Onderwijs buiten België waarvan het programma erkend is door de bevoegde buitenlandse autoriteit of overeenstemt met een door die autoriteit erkend programma, wordt gelijkgesteld met onderwijs als vermeld in het eerste lid.

Onderafdeling 3. — School

Art. 7 - Schoolonderwijs

Cursussen aan een of meer onderwijsinstellingen worden als een opleiding beschouwd, als ze minstens 17 uur per week omvatten. Een lestijd van minstens 45 minuten geldt als een uur.

De uren vermeld in het eerste lid worden gelijkgesteld met:

1° uren die besteed moeten worden aan praktische oefeningen in de onderwijsinstelling onder het toezicht van leerkrachten;

2° uren die onder toezicht als studie in de onderwijsinstelling moeten worden doorgebracht;

3° stages, voor zover die in het leerprogramma worden voorgeschreven;

4° uren in onderwijsinstellingen buiten België waarvan het programma erkend is door de bevoegde buitenlandse autoriteit of overeenstemt met een door die autoriteit erkend programma.

In afwijking van het eerste lid worden cursussen voor volwassenenvorming niet als een opleiding beschouwd.

Onderafdeling 4. — Instelling voor hoger onderwijs

Art. 8 - Hoger onderwijs

Hoger onderwijs wordt beschouwd als een opleiding, als het kind ingeschreven is voor een studierichting die leidt tot een door de Staat erkend bachelordiploma, masterdiploma of daarmee gelijkgesteld diploma.

Met het hoger onderwijs vermeld in het eerste lid worden gelijkgesteld:

1° de opleiding tot bedienaar van een door de Staat erkende eredienst;

2° de wetenschappelijke leergangen als voorbereiding op de Koninklijke Militaire School of ingenieurstudiën.

Onderwijs in het kader van een doctoraal proefschrift wordt niet als een opleiding beschouwd.

Art. 9 - Hoger onderwijs dat niet tot een diploma leidt

In afwijking van artikel 8 wordt hoger onderwijs dat niet tot een door de Staat erkend bachelordiploma, masterdiploma of daarmee gelijkgesteld diploma leidt, als een opleiding beschouwd als het hoger onderwijs waarvoor het kind ingeschreven is, minstens 17 uur per week omvat. Een lestijd van 45 minuten geldt als een uur.

De lessen in het kader van een doctoraal proefschrift komen niet in aanmerking voor de berekening van de uren vermeld in het eerste lid.

Onderafdeling 5. — Vermindering of beëindiging van de opleiding

Art. 10 - Vermindering of beëindiging van de opleiding

Er wordt van uitgegaan dat een kind niet langer een opleiding volgt, als:

1° het zijn inschrijving of inschrijvingen in de loop van het schooljaar terugschroeft onder het aantal uren vermeld in de artikelen 7 en 9;

2° de opleidingen vermeld in de artikelen 5 tot 9 in de loop van het schooljaar waarvoor het ingeschreven was, beëindigd worden.

*Afdeling 2. — Winstgevende activiteit**Art. 11 - Periode van de winstgevende activiteit*

Een kind wordt voor een volledig kwartaal beschouwd als 'persoon die een winstgevende activiteit uitoefent' in de zin van artikel 11, eerste lid, van het decreet, als het binnen dat kwartaal gedurende minstens 24 dagen:

- 1° een winstgevende activiteit uitoefent in het kader van een arbeidsovereenkomst;
- 2° een winstgevende activiteit uitoefent in het kader van een statuut;
- 3° een winstgevende activiteit uitoefent als zelfstandige.

Art. 12 - Toegestane winstgevende activiteiten

In afwijking van artikel 11 worden de volgende activiteiten als toegestaan beschouwd en worden ze niet meegerekend voor de berekening van het daarin vermelde aantal dagen:

- 1° een activiteit die een kind uitoefent in het kader van een opleiding vermeld in de artikelen 5 tot 9;
- 2° de vrijwillige dienst van collectief nut in de zin van de wet van 11 april 2003 tot instelling van een vrijwillige dienst van collectief nut. De soldij bepaald in artikel 5 van dezelfde wet wordt niet als winst of sociale uitkering beschouwd;
- 3° een activiteit die een kind uitoefent in het kader van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten gedefinieerd in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;
- 4° vrijwilligerswerk in de zin van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers. De vergoedingen in de zin van artikel 10 van dezelfde wet worden niet als winst of sociale uitkering beschouwd, als het onbezoldigde karakter van het vrijwilligerswerk overeenkomstig hetzelfde artikel van die wet daardoor niet verloren gaat;
- 5° de 'vrijwillige militaire inzet' in de zin van de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel, waartoe het kind zich krachtens artikel 21, tweede lid, van de voormelde wet verplicht heeft. De voordelen vermeld in artikel 50, tweede lid, van de voormelde wet worden niet als winst of sociale uitkering beschouwd;
- 6° een activiteit als zelfstandige waarvoor verminderde sociale bijdragen worden betaald overeenkomstig artikel 12, § 1ter, en § 2, en artikel 12bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;
- 7° activiteiten van vrijwillige brandweerlieden en vrijwillige ambulanciers die geen brandweerman zijn in de zin van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid.

Art. 13 - Ontvangst van sociale uitkeringen

Als het kind een sociale uitkering ontvangt met toepassing van een Belgische of buitenlandse regeling inzake ziekte, invaliditeit, arbeidsongevallen, beroepsziekten of werkloosheid of als het kind een 'uitkering voor de onderbreking van de beroepsloopbaan' ontvangt als vermeld in hoofdstuk IV, afdeling 5, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, dan wordt het kind als 'persoon die een winstgevende activiteit uitoefent' beschouwd voor de maand waarop die sociale uitkering of uitkering voor de onderbreking van de beroepsloopbaan betrekking heeft, behalve indien die sociale uitkering of uitkering voor de onderbreking van de beroepsloopbaan werd uitbetaald op basis van een toegestane activiteit vermeld in artikel 12.

HOOFDSTUK 3. — KINDEREN MET EEN BEPERKING

Art. 14 - Vaststelling van de beperking en toekenning van categorieën

De beperking wordt vastgesteld op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 maart 2003.

Voor de toepassing van artikel 21 van het decreet worden de daar vermelde categorieën als volgt toegekend:

- 1° categorie 1 wordt toegekend bij het bereiken van het aantal punten vermeld in artikel 8, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003;
- 2° categorie 2 wordt toegekend bij het bereiken van het aantal punten vermeld in artikel 8, § 2, tweede lid, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003;
- 3° categorie 3 wordt toegekend bij het bereiken van het aantal punten vermeld in artikel 8, § 2, tweede lid, tweede streepje, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003;
- 4° categorie 4 wordt toegekend bij het bereiken van het aantal punten vermeld in artikel 8, § 2, tweede lid, derde streepje, en artikel 8, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003;
- 5° categorie 5 wordt toegekend bij het bereiken van het aantal punten vermeld in artikel 8, § 2, tweede lid, vierde streepje, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003;
- 6° categorie 6 wordt toegekend bij het bereiken van het aantal punten vermeld in artikel 8, § 2, tweede lid, vijfde streepje, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003;
- 7° categorie 7 wordt toegekend bij het bereiken van het aantal punten vermeld in artikel 8, § 2, tweede lid, zesde streepje, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003.

HOOFDSTUK 4. — GEPLAATSTE KINDEREN

Art. 15 - Overheden

De kinderen vermeld in artikel 28, § 2, van het decreet kunnen in een instelling geplaatst worden bij beslissing van de volgende overheden of ten belaste van de volgende overheden:

- 1° rechters en rechtbanken die belast zijn met de toepassing van de bepalingen inzake jeugdbescherming of jeugdbijstand;
- 2° de dienst voor jeugdbijstand vermeld in artikel 8 van het decreet van 19 mei 2008 over de jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming;
- 3° de Duitstalige Gemeenschap en de overheden ervan die niet onder 2° vallen;
- 4° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Buitenlandse overheden of overheden van andere territoriale entiteiten worden gelijkgesteld met de overheden vermeld in het eerste lid, voor zover ze gelijkwaardige opdrachten vervullen.

Art. 16 - Plaatsing

§ 1 - Voor de toepassing van artikel 28, § 2, van het decreet geldt een kind als geplaatst, als het zich in een instelling onder de verantwoordelijkheid en het toezicht van die instelling bevindt om daar opgevoed en verzorgd te worden.

In afwijking van het eerste lid wordt een kind ook als geplaatst beschouwd, als:

1° het gaat om een minderjarig kind en;

2° een overheid of een erkende instelling, op grond van een bepaling inzake jeugdbescherming of jeugdbijstand van de federale overheid of van een gemeenschap, belast is met het toezicht of de begeleiding van het kind.

§ 2 - Een geplaatst kind geldt als geplaatst ten laste van een overheid, als de overheid tegemoetkomt in de onderhoudskosten van het kind.

Art. 17 - Instelling

Voor de toepassing van artikel 28, § 2, van het decreet wordt elke rechtspersoon waarin kinderen overeenkomstig artikel 16 geplaatst zijn, als instelling beschouwd.

HOOFDSTUK 5. — BIJSLAGTREKKENDEN

Art. 18 - Persoon die het kind werkelijk opvoedt

Voor de toepassing van artikel 28, § 1, tweede lid, van het decreet kan het bewijs van het tegendeel geleverd worden door alle juridische en feitelijke elementen die erop wijzen dat de aanvrager meer dan de helft van de onderhoudskosten draagt. Die elementen moeten worden ingediend bij de administratie.

Art. 19 - Ontvanger van de adoptiepremie

Voor de toepassing van artikel 36, eerste lid, 2°, van het decreet delen de adoptanten hun keuze mee aan de administratie op het tijdstip van de aanvraag van de gezinsbijslagen bepaald in artikel 25. Zij kunnen de keuze in dezelfde vorm wijzigen.

HOOFDSTUK 6. — TOEKENNINGSPROCEDURE EN TERUGVORDERINGSPROCEDURE

*Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen**Art. 20 - Verwerking van persoonsgegevens*

De administratie verwerkt de persoonsgegevens die nodig zijn voor de behandeling van de aanvragen voor gezinsbijslag.

Art. 21 - Aanvraagformulieren

§ 1 - De administratie kan, naast de gegevens waartoe ze met inachtneming van de toepasselijke voorschriften inzake bescherming van de persoonsgegevens toegang heeft, in het bijzonder de in dit artikel vermelde inlichtingen opvragen via aanvraagformulieren.

§ 2 - Met het aanvraagformulier voor kinderbijslag kunnen de volgende inlichtingen worden opgevraagd over de aanvrager, het kind, de bijslagtrekkende, de sociaal verzekerde, de ouder, de persoon die het kind werkelijk opvoedt, het gezinslid en het familielid:

1° naam, voornaam, rijksregisternummer, identificatienummer van de sociale zekerheid, geboortedatum, overlijdensdatum of datum van 'verklaring van afwezigheid', geslacht, nationaliteit, woonplaats, burgerlijke staat, telefoonnummer en e-mailadres;

2° samenstelling van het gezin, gezinssituatie en relatie tot het kind, ontvoogding;

3° gegevens over de opleiding;

4° gegevens over de vraag of recht op een verhoogde tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging bestaat;

5° gegevens over de socioprofessionele situatie;

6° gegevens over het recht op kinderbijslag uit het buitenland;

7° rekeningnummer, bankadres en toestemming gegeven aan de administratie om de identiteit van de rekeninghouder te controleren;

8° attest dat het kind geen recht op gezinsbijslagen in het land van zijn woonplaats heeft, wanneer het in het buitenland woont.

§ 3 - Het formulier om de geboortepremie aan te vragen, kan de volgende inlichtingen over de aanvrager, het kind en de ouder bevatten:

1° de inlichtingen vermeld in paragraaf 2;

2° inlichtingen over de vermoedelijke geboortedatum.

§ 4 - Het formulier om de adoptiepremie aan te vragen, kan de volgende inlichtingen over de aanvrager, het kind en de adoptanten bevatten:

1° de inlichtingen vermeld in paragraaf 2;

2° documenten die de wil van de adoptant of van zijn echtgenoot uitdrukken om het kind te adopteren.

Art. 22 - Gerechtelijke gegevens

De administratie verwerkt vonnissen over de aanvrager, het kind, de bijslagtrekkende, de sociaal verzekerde, de ouder, de persoon die het kind werkelijk opvoedt, het gezinslid en het familielid die ofwel uitgesproken zijn op grond van artikel 55 van het decreet of op grond van de artikelen 572bis, 580 en 594 van het Gerechtelijk Wetboek, alsook alle vonnissen die invloed kunnen hebben op het recht op de gezinsbijslagen, het bedrag van de gezinsbijslagen en de bijslagtrekkende van de gezinsbijslagen.

Behoudens vonnissen waarbij de Duitstalige Gemeenschap zelf partij is, verwerkt de administratie geen gerechtelijke gegevens over strafrechtelijke misdrijven of strafrechtelijke veroordelingen.

Art. 23 - Bewaring van de gegevens

Onverminderd andere wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen die eventueel in een langere bewaartermijn voorzien, worden de gegevens vermeld in artikel 21 als volgt bewaard:

1° voor een kind dat nooit werkelijk recht op uitbetaling van een gezinsbijslag had: tot 5 jaar na het einde van de maand waarin de aanvraag om een gezinsbijslag gedaan werd;

2° voor een kind dat recht op uitbetaling van een gezinsbijslag had: tot 5 jaar na het einde van de maand waarin het recht voor het laatst bestond, tenzij enkele gegevens noodzakelijk zijn om het recht van een ander kind te onderzoeken;

3° voor een kind dat het voorwerp is van een administratieve of gerechtelijke procedure: tot 5 jaar na het einde van de maand waarin de procedure beëindigd werd.

Afdeling 2. — Aanvragen

Art. 24 - Onderzoek van ambtswege

Met inachtneming van artikel 30 is het materieel mogelijk de gezinsbijslagen uit te betalen, als de administratie, nadat zich een gebeurtenis heeft voorgedaan die het recht op gezinsbijslagen opent, over alle nodige inlichtingen beschikt waaruit kan worden opgemaakt dat de aanvrager voldoet aan alle voorwaarden om gezinsbijslagen te krijgen.

Art. 25 - Behandeling op aanvraag

Onverminderd de mogelijkheid om het recht van ambtswege te behandelen overeenkomstig artikel 24, behandelt de administratie het recht ook op aanvraag. De aanvraag geschiedt via een formulier waarmee de gegevens vermeld in artikel 21 kunnen worden opgevraagd.

Afdeling 3. — Beslissingen

Art. 26 - Termijnen voor de kennisgeving

Met toepassing van artikel 45, derde lid, 1°, van het decreet en onverminderd artikel 27 stelt de administratie de betrokkenen binnen twee weken nadat de beslissing is genomen en uiterlijk op het tijdstip van de uitvoering in kennis van elke beslissing die hen betreft.

Art. 27 - Vrijstelling van kennisgeving

Met toepassing van artikel 45, derde lid, 2°, van het decreet hoeft in de volgende gevallen geen kennisgeving te geschieden:

1° bij het nemen van een gunstige beslissing over de toekenning van een gezinsbijslag;

2° bij het stopzetten van een voorlopige uitbetaling waarin wordt voorzien bij afdeling 6.

Art. 28 - Aangetekende kennisgeving

Elke kennisgeving van een beslissing om een ten onrechte uitbetaalde gezinsbijslag terug te vorderen, geschiedt met toepassing van artikel 45, derde lid, 3°, van het decreet bij aangetekend schrijven.

Als de bijslagtrekkende het aangetekend schrijven vermeld in het eerste lid niet afhaalt, brengt de administratie de beslissing per gewone brief ter kennis van de bijslagtrekkende. Die brief bevat de datum van het aangetekend schrijven vermeld in het eerste lid. De datum van het aangetekend schrijven geldt als referentiedatum voor alle rechtsgevolgen en termijnen die uit de terugvordering voortvloeien.

In afwijking van het eerste lid geschiedt een kennisgeving niet bij aangetekend schrijven, als het ten onrechte uitbetaalde bedrag 50 euro of minder bedraagt.

Afdeling 4. — Inlichtingen die door de administratie of de aanvrager moeten worden verstrekt

Art. 29 - Inlichtingen die door de administratie moeten worden verstrekt

Voor de toepassing van artikel 41 van het decreet verstrekt de administratie de volgende nuttige inlichtingen aan de aanvrager:

1° de voorwaarden voor de toekenning van de aangevraagde gezinsbijslag;

2° de voorwaarden voor het behoud van de toekenning van de gezinsbijslag;

3° de elementen die in aanmerking zijn genomen voor de berekening van het bedrag van de gezinsbijslag;

4° de informatie vermeld in de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming). De administratie verstrekt die inlichtingen op het tijdstip van de aanvraag op eigen initiatief aan de aanvrager.

Telkens als het recht op een gezinsbijslag geopend wordt, deelt de administratie de aanvrager van ambtswege mee welke inlichtingen hij overeenkomstig artikel 30 aan de administratie moet verstrekken opdat de administratie de aanvraag om gezinsbijslagen correct kan behandelen.

Art. 30 - Inlichtingen die door de aanvrager moeten worden verstrekt

De aanvrager deelt de administratie onmiddellijk elk element mee dat een wijziging van de toekenning of de betaling van een gezinsbijslag tot gevolg zou kunnen hebben, met uitzondering van de inwerkingtreding van een wettelijke, decreetale of reglementaire bepaling daaromtrent.

Afdeling 5. — Uitbetaling

Art. 31 - Tijdstip van de uitbetaling

Onverminderd artikel 44 van het decreet worden de gezinsbijslagen uiterlijk betaald op de achtste dag van de maand die volgt op de maand waarop ze betrekking hebben.

Onverminderd de toepassing van het eerste lid geldt een uitbetaling als 'te laat' in de zin van artikel 52 van het decreet, als ze niet geschiedt in de loop van de maand na de maand waarop ze betrekking heeft.

Art. 32 - Uitbetaling op een betaalkaart

Met toepassing van artikel 50, § 2, eerste lid, van het decreet kunnen de gezinsbijslagen betaald worden op een betaalkaart die de mogelijkheid biedt tot debitaartransacties in de zin van de Verordening (EU) 2015/751 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 betreffende afwikkelingsvergoedingen voor op kaarten gebaseerde betalingstransacties en die de administratie aan de bijslagtrekkende afgeeft.

Afdeling 6. — Voorlopige uitbetaling

Art. 33 - Gemeenschappelijke bepalingen

Met inachtneming van de regelgeving van de Europese Unie die van toepassing is op de gezinsbijslagen kan de administratie de gezinsbijslagen, in de gevallen vermeld in deze afdeling, overeenkomstig de daarin bepaalde nadere regels voorlopig uitbetalen aan de kinderen met woonplaats in het Duitse taalgebied.

Art. 34 - Socioprofessionele situatie

Als inlichtingen over de socioprofessionele situatie van een persoon die voor de toepassing van de regelgeving van de Europese Unie inzake gezinsbijslagen in aanmerking moeten worden genomen niet of onvolledig zijn ingediend voor een maand, dan kan de administratie de gezinsbijslagen doorbetalen tot het einde van het kwartaal na het kwartaal waarin de maand in kwestie ligt.

Art. 35 - Voorlopige doorbetaling na aanvraag van periodieke attesten of periodieke formulieren

De administratie betaalt de gezinsbijslagen voorlopig door voor de maand waarin ze een periodiek attest of een periodiek formulier ter bevestiging van het recht op gezinsbijslagen heeft opgevraagd, alsook voor de maand daarvoor en voor de maand daarna.

Afdeling 7. — Specifieke nadere regels voor de uitbetaling

Art. 36 - Voortijdige uitbetaling van de geboortepremie

De aanvrager die gebruik maakt van de in artikel 51, eerste lid, 2°, van het decreet vermelde mogelijkheid tot voortijdige uitbetaling van de geboortepremie, voegt bij het aanvraagformulier vermeld in artikel 25 een geneeskundig getuigschrift dat de vermoedelijke geboortedatum bevat en dat niet meer dan vier maanden vóór die vermoedelijke geboortedatum werd afgegeven.

Afdeling 8. — Verrekening met buitenlandse gezinsbijslagen

Art. 37 - Het personeel dat gelijkgesteld is met de ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Unie

Voor de toepassing van artikel 54, derde lid, 2°, van het decreet worden de volgende bepalingen gelijkgesteld met de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Unie:

1° de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op het onderwijzend personeel van de Europese scholen;

2° de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op het vast personeel van Eurocontrol.

Art. 38 - Voorlopig uit te betalen verschilbedrag

Voor de toepassing van artikel 54, derde lid, 1°, van het decreet betaalt de administratie als voorlopig verschilbedrag het verschil tussen het bedrag waarop het kind krachtens het decreet recht heeft en het bedrag waarop het kind krachtens de buitenlandse wetgeving vermoedelijk recht heeft, als het bedrag waarop het kind krachtens het decreet recht heeft, hoger is.

De administratie berekent dat verschilbedrag aan de hand van de documenten die haar ter beschikking staan en die duidelijkheid verschaffen over het vermoedelijke recht op buitenlandse gezinsbijslagen en over de krachtens het decreet te betalen gezinsbijslagen. Daartoe bezorgt de aanvrager alle nuttige inlichtingen die duidelijkheid verschaffen over het recht op buitenlandse gezinsbijslagen en het bedrag ervan aan de administratie.

Als de administratie op het tijdstip van de uitbetaling van een gezinsbijslag niet voldoende inlichtingen over het vermoedelijke recht op buitenlandse gezinsbijslagen heeft om het vermoedelijke verschilbedrag te kunnen berekenen, beperkt ze het voorlopig uit te betalen verschilbedrag tot 0 euro.

Afdeling 9. — Terugvorderingsprocedure

Art. 39 - Buitengerechtelijke terugvordering

§ 1 - Onverminderd artikel 49 van het decreet en onverminderd artikel 25 van het decreet van 25 mei 2009 houdende het financieel reglement van de Duitstalige Gemeenschap besluit de administratie tot terugvordering van het bedrag in kwestie, als ze vaststelt dat een gezinsbijslag ten onrechte uitbetaald werd.

§ 2 - Het ten onrechte uitbetaalde bedrag dat overeenkomstig artikel 28 ter kennis is gebracht van de bijslagtrekkende, wordt ingetrokken van later aan de bijslagtrekkende verschuldigde gezinsbijslagen.

§ 3 - Als geen uitkeringen meer verschuldigd zijn aan de betrokken bijslagtrekkende en het bedrag niet teruggevorderd kan worden via een inhouding in de zin van paragraaf 2, maant de administratie de bijslagtrekkende aan om het ten onrechte uitbetaalde bedrag volledig terug te betalen binnen een termijn van dertig dagen die ingaat vanaf de kennisgeving. Die beslissing kan ter kennis gebracht worden samen met het besluit vermeld in paragraaf 1.

In het geval vermeld in het eerste lid en binnen een termijn van dertig dagen die ingaat vanaf de kennisgeving vermeld in het eerste lid, kan de bijslagtrekkende de administratie schriftelijk om een terugbetaling in schijven verzoeken. Het verzoek van de bijslagtrekkende stuit de in het eerste lid vermelde termijn waarbinnen het volledige bedrag moet worden terugbetaald, in afwachting dat de nieuwe termijn begint te lopen.

De administratie aanvaardt het verzoek, als het ten onrechte uitbetaalde bedrag niet gebaseerd is op arglist, bedrog of bedrieglijke handelingen of aan een fout van de bijslagtrekkende vermeld in artikel 48, derde lid, van het decreet. In dat geval stelt de administratie aan de bijslagtrekkende een terugbetalingsplan in schijven voor.

Binnen een termijn van dertig dagen na overzending van het verzoek van de bijslagtrekkende wordt het met toepassing van het derde lid opgemaakte terugbetalingsplan ter aanvaarding ter kennis gebracht van de bijslagtrekkende. Indien het terugbetalingsplan niet ter kennis wordt gebracht binnen die termijn, wordt het verzoek tot terugbetaling in schijven als afgewezen beschouwd. Het verzoek wordt ook als afgewezen beschouwd, als de bijslagtrekkende het voorstel van de administratie niet aanvaardt binnen een termijn van vijftien dagen die ingaat vanaf de kennisgeving van het voorstel.

De termijn voor de volledige terugbetaling begint opnieuw te lopen als:

1° de administratie het verzoek vermeld in het tweede lid niet inwilligt;

2° het terugbetalingsplan als afgewezen wordt beschouwd of;

3° de bijslagtrekkende zich niet houdt aan de voorwaarden gesteld in het plan tot terugbetaling in schijven vermeld in het vierde lid.

§ 4 - Na terugbetaling van de schulden bezorgt de administratie aan de bijslagtrekkende een bevestiging dat de ten onrechte uitbetaalde bedragen volledig terugbetaald werden.

Art. 40 - Gerechtelijke terugvordering

Onverminderd artikel 25 van het decreet van 25 mei 2009 houdende het financieel reglement van de Duitstalige Gemeenschap stelt de administratie - na de aanmaning tot betaling van de ten onrechte uitbetaalde bedragen met toepassing van artikel 39, § 3, eerste lid, of bij niet-naleving van de voorwaarden vervat in het plan tot terugbetaling in schijven vermeld in artikel 39, § 3, vierde lid, - een procedure tot terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde bedragen in op grond van artikel 580, 8°, b), van het Gerechtelijk Wetboek, als ze vaststelt dat ze de bedragen niet via buitengerechtelijke weg kan terugvorderen.

Art. 41 - Niet-invordering van te onzekere of te dure terugvorderingen

§ 1 - De Regering kan afzien van de in artikel 40 vermelde gerechtelijke terugvordering van ten onrechte uitbetaalde bedragen en kan die bedragen niet-invorderbaar verklaren, als ze het totale bedrag van 800 euro niet overschrijden.

Als ten onrechte uitbetaalde bedragen niet teruggevorderd kunnen worden door inhouding op nog uitstaande uitkeringen en als de daaruit resulterende schuld niet hoger is dan 30 euro, kan de Regering afzien van de buitengerechtelijke terugvordering vermeld in artikel 39 en de bedragen niet-invorderbaar verklaren.

§ 2 - De Regering kan afzien van de gedwongen tenuitvoerlegging van de terugvordering van ten onrechte uitbetaalde bedragen en die bedragen niet-invorderbaar verklaren, als die bedragen het totale bedrag van 800 euro niet overschrijden.

Indien het verschuldigde totaalbedrag de som van 800 euro niet overschrijdt, kan de Regering eveneens ervan afzien om de curator over het faillissement van hun schuldenaar in toelating te dagvaarden.

§ 3 - De Regering kan afzien van terugvordering van ten onrecht uitbetaalde bedragen via gerechtelijke vervolging of gedwongen tenuitvoerlegging en die bedragen niet-invorderbaar verklaren, indien de schuldenaar zijn woonplaats in het buitenland heeft en in België geen voor beslag vatbare goederen bezit.

§ 4 - De Regering kan afzien van de gedwongen tenuitvoerlegging en de bedragen niet-invorderbaar verklaren, indien de waarde van de goederen waarop beslag is gelegd, onvoldoende blijkt om de kosten te dekken die verbonden zijn aan het voortzetten van de procedure.

Art. 42 - Niet-invordering om sociale redenen

§ 1 - In het geval vermeld in artikel 59, § 3, van het decreet kan de Regering, afhankelijk van het beschikbare gezinsinkomen, afzien van de terugvordering van ten onrechte uitbetaalde bedragen en die bedragen niet-invorderbaar verklaren. Als beschikbaar gezinsinkomen wordt beschouwd: elk bedrag, van welke aard ook, waarover de aanvrager, zijn echtgenoot en de persoon met wie hij een verklaring van wettelijke samenwoning heeft afgelegd, beschikt. Daaronder vallen niet de gezinsbijslagen die de voormelde personen ontvangen.

Als de Regering met toepassing van het eerste lid afziet van de terugvordering van ten onrechte uitbetaalde bedragen en die bedragen niet-invorderbaar verklaart, geschiedt dat:

1° ten belope van 100 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen van de aanvrager niet hoger is dan het bedrag bepaald in artikel 1409, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek;

2° ten belope van 90 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 103 % van het bedrag vermeld in 1°;

3° ten belope van 80 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 106 % van het bedrag vermeld in 1°;

4° ten belope van 70 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 109 % van het bedrag vermeld in 1°;

5° ten belope van 60 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 112 % van het bedrag vermeld in 1°;

6° ten belope van 50 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 115 % van het bedrag vermeld in 1°;

7° ten belope van 40 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 118 % van het bedrag vermeld in 1°;

8° ten belope van 30 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 121 % van het bedrag vermeld in 1°;

9° ten belope van 20 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan 124 % van het bedrag vermeld in 1°;

10° ten belope van 10 % van het verschuldigde bedrag, als het beschikbare inkomen niet hoger is dan het bedrag bepaald in artikel 1409, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Als het beschikbare inkomen hoger is dan het bedrag bepaald in het tweede lid, 10°, kan de Regering niet meer afzien van de terugvordering op grond van het eerste lid.

Indien de met toepassing van het tweede lid berekende bedragen op een centgedeelte van een euro eindigen, wordt tot de hogere of lagere volle euro afgerond naargelang het centgedeelte al dan niet 0,5 bereikt.

Voor de toepassing van het tweede en het derde lid wordt het beschikbare gezinsinkomen - per kind dat recht op kinderbijslag heeft en voor wie de aanvrager kinderbijslag ontvangt - verminderd met het bedrag bepaald in artikel 1409, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Om het beschikbare gezinsinkomen te bepalen, wordt rekening gehouden met de situatie van het gezin op het tijdstip van de aanvraag om af te zien van de terugvordering.

§ 2 - Met toepassing van artikel 59, § 3, tweede lid, van het decreet kan de Regering afzien van de terugvordering van ten onrechte uitbetaalde bedragen en de bedragen niet-invorderbaar verklaren, als de aanvrager in een bijzonder precaire financiële situatie verkeert.

§ 3 - Voor de toepassing van dit artikel bezorgt de aanvrager de Regering elk ter zake dienend document dat nodig is om het beschikbare gezinsinkomen te berekenen.

De aanwezigheid van een bijzonder precaire financiële situatie wordt, met voorafgaande toestemming van de aanvrager, in het kader van een huisbezoek op de woonplaats van de aanvrager gecontroleerd door een inspecteur vermeld in artikel 67 van het decreet, behalve indien uit de documenten vermeld in het eerste lid blijkt dat het beschikbare inkomen hoger is dan de bedragen bepaald in § 1, tweede lid, en de aanvrager niet in een bijzonder precaire financiële situatie verkeert.

De weigering van de aanvrager om de documenten over te leggen die nodig zijn om dit artikel toe te passen of de weigering van de aanvrager om de inspecteur toegang tot de woonplaats te verlenen, worden beschouwd als een intrekking van de aanvraag om af te zien van de terugvordering.

§ 4 - De Regering beslist over de niet-invordering binnen de termijn bepaald in artikel 44 van het decreet.

§ 5 - Maatregelen van gedwongen tenuitvoerlegging worden geschorst, zodra een aanvrager een aanvraag doet om af te zien van de terugvordering. Ze worden weer opgenomen vanaf de datum waarop een beslissing over die aanvraag werd genomen.

Art. 43 - Ontwikkeling van de grensbedragen

De bedragen vermeld in artikel 41 worden aangepast overeenkomstig de nadere regels van artikel 38 van het decreet. Indien de zo berekende bedragen op een centgedeelte van een euro eindigen, wordt tot de hogere of lagere volle euro afgerond naargelang het centgedeelte al dan niet 0,5 bereikt.

HOOFDSTUK 7. — *SLOTBEPALINGEN**Art. 44 - Wijzigingsbepaling*

In artikel 77 van het koninklijk besluit van 9 april 1965 betreffende de Pool van de zeelieden ter koopvaardij wordt de bepaling onder 2°, gewijzigd bij het besluit van 30 december 1985, opgeheven.

Art. 45 - Wijzigingsbepaling

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 11 maart 2002 tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen wordt opgeheven.

Art. 46 - Opheffingsbepaling

Volgende regelingen worden opgeheven:

1° het koninklijk besluit van 22 januari 1952 ter uitvoering van artikel 41, Lid 2, E, van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

2° het koninklijk besluit van 21 september 1953 genomen ter uitvoering van artikel 34, laatste lid, van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

3° het koninklijk besluit van 10 maart 1964 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan een mindervalide kind moet voldoen om de kinderbijslag te genieten bij toepassing van artikel 47 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 12 november 1987;

4° het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel alsmede voor de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de korpsen van de lokale politie, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 15 juli 2013;

5° het koninklijk besluit van 19 december 1967 tot bepaling van maatregelen van toezicht bij aansluiting van werkgevers die ontslag nemen bij een kinderbijslagfonds;

6° het koninklijk besluit van 16 februari 1968 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder en van de periode gedurende welke kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat een verhandeling bij het einde van hogere studien voorbereidt, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 10 augustus 2005;

7° het koninklijk besluit van 4 juli 1969 betreffende de toekenning van gezinsbijslag ten behoeve van het gehandicapte kind bedoeld bij artikel 56septies van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 3 mei 1991;

8° het koninklijk besluit van 19 augustus 1969 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat een stage maakt om in een ambt te kunnen worden benoemd, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 10 augustus 2005;

9° het koninklijk besluit van 18 december 1973 tot bepaling van de wijze waarop de ongeschiktheid van sommige personen wordt vastgesteld voor de toepassing van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 3 juli 1991;

10° het koninklijk besluit van 20 mei 1974 tot uitvoering van artikel 107, par. 4, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

11° het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 10 augustus 2005;

12° het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 22 mei 2005;

13° het koninklijk besluit van 8 juli 1981 tot uitvoering van artikel 57bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het besluit van 23 mei 1990;

14° het koninklijk besluit van 12 april 1984 tot vaststelling van de verplichting om elke wijziging die de toekenning of de betaling van de gezinsbijslag in de kinderbijslagregeling voor werknemers kan beïnvloeden, mede te delen, gewijzigd bij het besluit van 17 december 1992;

15° het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend voor het kind dat onderworpen is aan de deeltijdse leerplicht, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 9 juni 1995;

16° het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 5, van de Algemene kinderbijslagwet, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 22 mei 2014;

17° het koninklijk besluit van 24 juni 1987 tot bepaling van de gevallen waarin de toekenning van de kinderbijslag wordt geschorst als het kind zijn legerdienst of burgerdienst vervult;

18° het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Regering van 4 mei 2017;

19° het koninklijk besluit van 12 november 1987 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het gehandicapte kind, bedoeld in artikel 47 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het besluit van 3 mei 1991;

20° het koninklijk besluit van 12 november 1987 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het gehandicapte kind, bedoeld in artikel 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het besluit van 3 mei 1991;

21° het koninklijk besluit van 12 juni 1989 tot uitvoering van artikel 71, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 10 juni 2001;

22° het koninklijk besluit van 4 april 1991 tot uitvoering van artikel 3bis van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, houdende vaststelling van bedragen die bij wijze van voorschot worden betaald, gewijzigd bij het besluit van 18 december 1996;

23° het koninklijk besluit van 3 mei 1991 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 96 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 9 februari 2010;

24° het koninklijk besluit van 25 februari 1994 tot bepaling van de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslag in hoofde van de werklozen, gewijzigd bij het besluit van 29 maart 2012;

25° het koninklijk besluit van 25 april 1997 tot uitvoering van artikel 71, § 1bis, van de Algemene kinderbijslagwet, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 22 mei 2014;

26° het koninklijk besluit van 24 november 1997 ter uitvoering van de artikelen 3, 7 en 24 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde voor de kinderbijslaginstellingen bedoeld in de artikelen 19, 31, 32 en 33 van de samen geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het besluit van 28 april 2009;

27° het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de beheersrekening en de administratieve reserve van de kinderbijslagfondsen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 22 mei 2014;

28° het koninklijk besluit van 1 maart 2000 tot uitvoering van artikel 42bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1997 tot uitvoering van artikel 71, § 1bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het besluit van 11 januari 2007;

29° het koninklijk besluit van 13 maart 2001 tot uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het besluit van 29 januari 2013;

30° het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 genomen ter uitvoering van artikel 60, § 1, derde lid, van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

31° het koninklijk besluit van 11 juni 2003 tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de forfaitaire bijslag bedoeld in artikel 70ter van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

32° het koninklijk besluit van 19 april 2005 tot uitvoering van artikel 69, § 2bis, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

33° het koninklijk besluit van 19 april 2005 genomen ter uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

34° het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 22 mei 2014;

35° het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot uitvoering van artikel 56, § 2, derde lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

36° het koninklijk besluit van 3 augustus 2007 tot uitvoering van artikel 50quinquies van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

37° het ministerieel besluit van 26 mei 1958 tot vaststelling der dagen van werkloosheid welke, in het stelsel van de kinderbijslag voor loonarbeiders, met werkelijk volbrachte arbeidsdagen worden gelijkgesteld om redenen van burgerlijke stand, van burgerschap- of syndikale verplichtingen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 juni 1978;

38° het ministerieel besluit van 12 juni 1974 waarbij de inspecteurs en de adjunct-inspecteurs van de Sociale Inspectie van het Ministerie van Sociale Voorzorg belast worden met het toezicht over de uitvoering van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

39° het ministerieel besluit van 18 januari 2000 tot aanwijzing van de ambtenaren die bevoegd zijn om te beslissen over de aanvragen om afwijkingen inzake gezinsbijslag;

40° het ministerieel besluit van 15 maart 2001 tot bepaling van de voorwaarden waaronder gezinsbijslag wordt toegekend uit hoofde van grensarbeiders, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 februari 2013;

41° het ministerieel besluit van 26 juni 2002 betreffende het gebruik, met het oog op de overdracht van gegevens nodig voor de vaststelling van de rechten op kinderbijslag, van de documenten, certificaten of brevetten, bedoeld in artikel 71, § 3, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

42° het ministerieel besluit van 19 april 2005 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt toegekend uit hoofde van personen die slachtoffer zijn van de ontvoering van het kind.

Art. 47 - Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 48 - Uitvoeringsbepaling

De minister bevoegd voor Gezin is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 29 november 2018.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

A. ANTONIADIS